

se sont accumulés pour former le prix final, doivent être recouverts dans le prix au consommateur.

D'autre part, le consommateur ne peut verser pour les produits qu'il achète plus d'argent qu'il n'en a reçu des producteurs et distributeurs. Par voie de conséquence, si l'industrie verse globalement aux consommateurs en gages, en salaires, en dividendes ou autrement tout l'argent qu'elle reçoit des consommateurs et que ceux-ci dépendent tout cet argent pour acheter des biens produits par l'industrie, celle-ci peut fonctionner indéfiniment, grâce à la vente d'une quantité donnée de biens à un niveau de prix donné. Ainsi, toute surproduction ou mévente de produits ou, si l'on veut, toute sous-consommation devient impossible.

Ce qui précède semble assez évident. Il existe en effet un circuit du flux de l'argent des producteurs aux consommateurs et des consommateurs aux producteurs. Chacun sait, de plus, que ce circuit n'est pas alimenté par des effets providentiels. Personne ne s'attend que l'argent tombe du ciel comme la manne. Néanmoins, les hommes d'affaires, à la poursuite de profits, augmentent leur production avec la croyance naïve que, par quelque miracle, l'industrie parviendra à retirer des consommateurs plus d'argent qu'elle ne leur en a versé au cours de la production. Et si, par hasard, l'argent ne revient pas, on explique que cela est dû à la résistance des consommateurs, à une réaction psychologique des acheteurs ou à toute autre raison, sans donner la véritable cause, soit que les acheteurs sont incapables de payer pour plus de produits sans recevoir plus d'argent.

Tout homme d'affaire répondra probablement que le procédé de financement de la production et de la distribution des biens produits fournit automatiquement aux consommateurs assez d'argent pour acheter les biens produits. Cependant, il n'en est pas ainsi.

Si l'on est manufacturier, a-t-on l'intention de verser en salaires, en gages, en loyers, en dividendes et en autres choses autant d'argent que ce que les consommateurs paieront pour les produits? Si l'on agit ainsi, on est philanthrope. Si l'on est bon homme d'affaires et si l'on veut réussir, on désirera recevoir, grâce à la vente de nos produits, plus d'argent qu'on en aura dépensé lors de la production. C'est bien normal.

En d'autres termes, on ne place pas entre les mains des consommateurs assez d'argent pour qu'ils puissent acheter tous les produits mis sur le marché. Connait-on quelqu'un qui agirait autrement? Est-il possible d'imaginer un seul homme d'affaires qui se donne comme objectif de déboursier autant d'argent, au cours d'une production donnée, qu'il n'en veut retirer des consommateurs?

Parmi nos connaissances, il se trouve des gens engagés dans tous les genres d'entreprises. Chacun d'eux prend toutes les précautions possibles pour maintenir ses coûts moins élevés que les prix de vente. Chacun est obligé d'agir de cette façon. Personne n'a d'autre choix.

Tous les hommes d'affaires, aussi longtemps qu'ils réussissent, ne versent pas aux consommateurs assez d'argent pour qu'ils puissent acheter tous les produits aux prix indiqués. Ainsi, aucune entreprise ne peut prospérer à moins de réaliser un profit, à moins de recevoir des consommateurs plus d'argent qu'elle ne leur a distribué.

Théoriquement, le déficit pourrait être comblé, si toutes les épargnes étaient utilisées à l'augmentation du matériel et à des travaux publics, parce qu'à ce moment-là, elles reviendraient entre les mains des consommateurs, sans

augmentation de la quantité de biens de consommation déjà sur le marché. Dans ce cas, les épargnes n'empêcheraient pas les consommateurs de bénéficier d'assez d'argent pour acheter une certaine production.

Mais les additions faites à l'équipement actuel le sont en vue d'augmenter la production. Or, la vente d'une production accrue requiert un volume plus considérable d'argent en circulation. C'est toujours à ce point qu'il faut revenir.

Avec un montant donné d'argent consacré à l'achat de biens de consommation, même en tenant compte de la vélocité de l'argent, il est impossible de transiger plus que pour un volume d'affaires donné. Si c'était autrement, nous ne connaîtrions pas le marasme actuel.

Comme le financement par l'épargne et le financement bancaire entraînent un déficit de pouvoir d'achat, étant donné que les emprunteurs doivent inclure dans leurs prix le montant de l'intérêt qu'ils doivent rembourser, il faut d'abord découvrir un moyen de combler la carence de pouvoir d'achat chez le consommateur.

Ce déficit peut être comblé, soit en abaissant les prix au niveau du pouvoir d'achat des consommateurs, soit en augmentant ce pouvoir d'achat en proportion du déficit qui existe à ce moment. Ce pouvoir d'achat peut être distribué, comme on l'a déjà fait—encore que d'une façon insuffisante—sous forme d'allocations familiales ou de majoration des pensions de la vieillesse ou comme le préconisent les créditistes, en distribuant un dividende à tous et à chacun, de façon à faire bénéficier la collectivité du progrès moderne et de la mécanisation, dont tous les Canadiens doivent être héritiers.

Mais cela, objectera-t-on, ne règle pas le problème du financement de la production. A ceci, il faut répondre que si les consommateurs disposent d'assez de pouvoir d'achat pour consommer la production, les producteurs auront plus d'argent à leur disposition et pourront «réinvestir» une plus forte partie de leurs profits.

Il reste toutefois que ce «réinvestissement», s'il est financé à même les profits des entreprises ou encore grâce aux épargnes des consommateurs, entraînera de nouveau un manque de pouvoir d'achat. Il faut donc trouver de nouvelles sources de capitaux pour les investir dans les entreprises. En d'autres mots, il faut créer des crédits nouveaux. Il faut des avances de nouveaux crédits se rapportant aux nouvelles productions envisagées. Ces nouveaux crédits peuvent prendre la forme de crédits bancaires portant un intérêt, ce qui dédommagera d'une façon raisonnable les banquiers et les financiers pour leur contribution à l'économie. Même si l'intérêt sur ces nouveaux crédits est faible, il est entendu qu'il devra être remboursé avec les crédits. Or, comme l'intérêt n'est jamais distribué par le banquier ou le financier, bien qu'inclus dans les prix, il cause un déficit chez les consommateurs.

Comme je l'ai dit précédemment, ce déficit peut être comblé, soit par un ajustement de prix, soit par l'es-compte compensé, soit par une subvention au consommateur, soit sous forme de dividende.

Au fait, restaurer le pouvoir d'achat, satisfaire aux besoins de ceux qui ont faim et soif et secourir l'industrie incapable de se financer, voilà autant de problèmes dont les solutions se trouvent toutes dans les postulats du major Douglas. Il s'agissait d'un homme compétent, qui a fait sur ce sujet des exposés très logiques, que j'inviterais le gouvernement à étudier sérieusement afin de réussir à